



Communistes



18-07-2012

Espagne : La lutte des classes s'intensifie

L'Espagne s'enfonce dans la crise avec des conséquences sociales dramatiques : le chômage en hausse touche 24% de la population et encore plus les jeunes dont un sur deux est sans emploi. Les salaires sont en baisse comme les allocations chômage, les primes des fonctionnaires sont supprimées et le gouvernement vise à augmenter la TVA. Tous cela n'est malheureusement qu'une description partielle de gravité de la situation. Tout ce qui touche de près ou de loin aux salaires, retraites et protection sociale est systématiquement réduit ou supprimé. Par contre, lorsque le système bancaire hypertrophié et spéculatif a besoin de 100 milliards pour éviter de sombrer, le gouvernement les lui accorde sans sourciller en se pliant aux exigences renouvelées de l'Europe en matière de destruction du droit du travail et de privatisations. C'est ainsi, entre autre, qu'il réduit de 64% l'aide aux charbonnages ce qui conduira rapidement à leur fermeture et à la destruction de milliers d'emplois. Dans le même temps, députés et sénateurs espagnols viennent d'approuver l'introduction dans la constitution de la « règle d'or » qui vise à plafonner le déficit public et qui va entraîner une nouvelle vague d'austérité pour les travailleurs, les chômeurs et le peuple. Le pouvoir prévoit de ponctionner 64 milliards d'ici 2014 par l'augmentation de la TVA. Notons que cette approbation s'est faite sur la base d'une négociation et d'un accord entre la droite au pouvoir et le parti socialiste (PSOE). Dans ces conditions, les luttes et les révoltes sociales s'amplifient. Les mineurs en grève depuis des semaines ont reçu un appui massif de la population lors de leur marche sur Madrid le 11 juillet. Une marche des chômeurs est en cours et devrait converger à Madrid, le 21 juillet. Des manifestations spontanées ont lieu pour protester contre l'écrasement des salaires et le chômage. Les syndicats, Commissions Ouvrières et UGT, craignent d'être débordés, ils suivent le mouvement sans l'impulser vraiment. La situation est devenue si incertaine que le dernier conseil des Ministres s'est tenu en présence du Roi Juan Carlos ce qui est un signe de la gravité et de l'amplification de la crise sociale et politique. Les forces politiques de droite et du parti socialiste entendent maintenir le cap de l'austérité pour le peuple et du sauvetage du capitalisme. Le Parti Communiste Espagnol (PCE) préconise ce qu'il appelle : « une alternative sociale anticapitaliste à la crise » mais se plaçant dans le cadre de l'Europe et du Parti de la Gauche Européenne, il y a fort à parier que son positionnement le conduise à une forme d'impuissance politique. De son côté, le Parti Communiste des Peuples d'Espagne se prononce pour une lutte anticapitaliste résolue menant au pouvoir ouvrier et au socialisme, il revendique une sortie de l'Espagne de l'OTAN de l'Euro et de l'Union Européenne.